
SINGAPOUR – 12 séance plénière du GAC
Mardi 25 mars 2014 – 11h00 à 12h00
ICANN – Singapour, Singapour

PRÉSIDENTE DRYDEN : Nous allons donc continuer avec nos réunions. Bienvenue après la pause-café. Pour parler de l'ordre du jour donc (inaudible) du GAC. Je vous propose de faire ce qui suit. Nous avons une heure que nous avons dédiée à une introduction sur le groupe de travail du cadre d'interprétation et le travail que ce groupe a réalisé. Je crois que l'on aura besoin de dix minutes pour traiter cela. Frank March de Nouvelle-Zélande va prendre la parole, il va nous faire une introduction et il va parler de cette question-là qui a trait aux organisations de soutien des noms au code géographique, la CCNSO.

Je crois que nous avons un peu moins de temps donc je vous propose qu'après ces 10 minutes nous passions à la présentation du Royaume-Uni sur la réunion de haut-niveau et que nous puissions mener un petit débat et peut-être finir notre matinée un peu plus tôt.

Nous avons aussi planifié une réunion sur le WHOIS ce matin. Je vous demande donc quel est le niveau d'intérêt pour pouvoir organiser une réunion sur le WHOIS à un autre moment et si cet intérêt existe vraiment sur le WHOIS. Dans ce cas nous allons voir quel est le calendrier pour voir quand est-ce que nous pourrions mener cette réunion.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Donc pour résumer, les 10 prochaines minutes nous aurons une petite introduction de la Nouvelle-Zélande sur le groupe de travail du cadre d'interprétation et le travail qui a déjà été réalisé, puis par la suite un débat sur la réunion de haut-niveau du mois de juin et dont la direction appartient à la Grande-Bretagne et puis j'aimerais voir le niveau d'intérêt pour la reprogrammation de la séance du WHOIS.

La Commission Européenne s'il vous plaît.

COMMISSION EUROPÉENNE : Merci Mme la Présidente. La commission européenne a mené un débat sur la confidentialité au sein de l'UE et nous aimerions peut-être laisser 15 min pour parler des points les plus importants, quelque chose de pas très long mais pour signaler les points les plus importants concernant le WHOIS.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Nous pourrions parler de ça un peu avant la pause déjeuner.

Sur la question organisationnelle, je vous rappelle qu'il y a quelques questions sur lesquelles nous sommes en train de travailler en dehors de la séance plénière et mercredi matin il y aura une réunion dénommée aperçu du communiqué. Nous allons rédiger une partie du communiqué sur certaines questions en particulier, par exemple le .spa et puis la question de savoir si le GAC va faire des commentaires sur la Croix rouge/le Croissant rouge. Donc j'espère que l'on poursuivra ces efforts. Et à nouveau, mercredi matin nous serons en mesure de nous réunir et de présenter un rapport au GAC. Je veux clarifier que l'idée est de résoudre toutes les questions dans les couloirs pour que lors de

notre réunion dans la salle, on puisse faire un récapitulatif de la situation par rapport aux questions qui sont abordées cette semaine.

Pour finir, le communiqué et que toutes les séances qui ont trait au communiqué soient plus faciles et que nous puissions laisser la possibilité d'identifier les prochaines étapes pour établir notre travail au sein du GAC.

Il faut parler aussi des termes de référence pour la participation multipartite incluant les gouvernements, les OIG, les groupes de travail qui travaillent sur ce point-là.

C'est un plaisir pour moi de présenter quelqu'un qui vient d'arriver aux réunions du GAC. Nous avons le professeur Tim Unwin qui est le Secrétaire général de l'organisation du Commonwealth des télécommunications. Et je ne sais pas où il est, je vous demande de vous assoir au centre de la salle.

Merci beaucoup. Merci d'avoir laissé une place au Professeur Unwin.

Nous allons passer maintenant au groupe de travail sur le cadre d'interprétation. La Nouvelle-Zélande s'il vous plaît.

NOUVELLE-ZÉLANDE :

Merci Heather. Je crois que dix minutes sont plus que ce dont j'ai besoin. J'aimerais dire aux membres du GAC où nous en sommes en ce moment. J'aimerais revenir un peu en arrière pour rappeler aux membres du GAC d'où cela vient.

Il y a eu une révision effectuée par la ccNSO sur les procédures, les processus et les décisions conduites par l'IANA depuis le début de



l'ICANN, ainsi que de la redélégation des noms de domaine à code géographique. On a découvert quelques ambiguïtés, quelques incohérences dans les politiques. Parfois, certains avaient des processus qui allaient au-delà de la politique et contre ses propres directives et antécédents. La ccNSO a donc conclu qu'il fallait travailler avec les documents liés à ces questions-là. Il y en a deux. Il y a la RFC 1591 et il existe aussi une déclaration du GAC sur les principes ayant trait à la délégation des ccTLD.

Ce sont donc les deux documents. Et l'idée était de fournir certains détails à propos des politiques existantes. Et je veux en parler car l'idée n'est pas de créer des nouvelles politiques mais nous avons reconnu à partir de ce processus qu'il était peut-être possible qu'il y ait des brèches existantes, des incohérences qui devraient être abordées par le GAC par rapport à ses procédures et à ses processus. Et peut-être aussi de la part de l'IANA.

Nous avons travaillé pendant deux ans. J'ai participé à plusieurs réunions ainsi que Suzanne Radell. Nous avons travaillé avec le groupe du GAC.

Les réunions ont été longues, il y a eu des débats concernant la langue.

Et désormais il y a quatre chapitres dans ce rapport. Le premier concerne le consentement et je crois qu'il y a 18 mois nous avons donné au GAC l'occasion de faire des commentaires. Il y en a eu notamment par les États-Unis et l'Australie. Et le résultat a été celui d'obtenir des précisions sur les fonctionnements des gouvernements notamment sur ceux ayant traités aux documents, et la participation des gouvernements

sur les procédures de délégation et redélégation. Voilà pourquoi il y a eu par la suite une réponse au rapport.

Le chapitre suivant concerne les parties intéressées. Il y a des commentaires des États-Unis, de l'Australie, ce sont les seules parties ayant présenté des commentaires. On a envoyé le commentaire au groupe de travail qui doit encore répondre à ces points spécifiques, c'est-à-dire que cette question est toujours en cours. Par la suite j'ai fait circuler tout cela, la liste du GAC le 4 mars, j'ai fait circuler un rapport qui était lié à la délégation et la redélégation. J'ai reçu des commentaires de l'Australie.

Le quatrième chapitre présente différentes questions. Le groupe de travail a dit récemment qu'il fallait laisser de côté les définitions jusqu'à ce que soit fait le reste du travail pour pouvoir comprendre l'application des différentes terminologies. Voilà pourquoi certaines définitions ne sont pas encore achevées. Mais je crois que dans ce cas nous n'aurons pas beaucoup de problèmes.

Il y eu des commentaires reçus de l'Australie. Je crois qu'il y a vraiment quelque chose lié au Co-vice-président de ce groupe de travail, Keith Davidson et Becky Burr. Les États-Unis et moi-même nous avons clarifié certaines choses là-dessus. L'Australie était préoccupée par la manière dont nous avons organisé les rapports. Je n'ai pas reçu d'autres commentaires et pour pouvoir continuer je propose la chose suivante. Pour différentes raisons le groupe de travail, ou au moins la ccNSO, ne veut pas présenter de documents avec des politiques au conseil d'administration parce qu'on ne peut pas ouvrir un processus de



développement de politiques qui inclurait trop de sujets et qui vont au-delà de la communauté en question à savoir le GAC et la ccNSO.

L'idée est que le GAC et la ccNSO considèrent ce processus comme inutile.

Du point de vue du GAC, je crois qu'il y a beaucoup de questions qu'ils doivent aborder et je crois que nous n'avons pas fait assez attention à ces documents.

Je vais parler avec Keith Davidson sur la manière de préparer un document pour que les membres du GAC lisent ce document et l'idée est d'avoir un rapport préparé pour la réunion de juin à Londres.

Vous verrez certaines brèches pour ce qui est des politiques identifiées. Et je suggère que nous pourrions peut-être développer un document de meilleure pratique qui par exemple puisse inclure les certitudes et incertitudes des gouvernements ayant traits au ccTLD locaux.

Je crois qu'il y a des malentendus ou des problèmes qui peuvent être abordés et peut-être pourrions-nous produire des directives pour les aborder à l'avenir. Je vous demande qu'entre cette réunion et celle de Londres (inaudible). Je vais préparer un document et je demande aux membres du GAC de le lire soigneusement pour que chaque gouvernement nous présente ses préoccupations parce que c'est une explication et une interprétation adéquate de la politique existante. Je veux insister sur cela. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle politique. Il s'agit d'un effort conjoint avec la ccNSO pour présenter quelque chose au conseil. La ccNSO a ses propres membres qui doivent présenter des commentaires au sujet de ce que nous traitons.

Nous travaillons avec un délai assez fixe.

Je ne sais pas si les États-Unis ou l’Australie veulent ajouter quelque chose aux commentaires qui ont été faits.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci à la Nouvelle-Zélande. Moi j’ai quelques questions.

Nous avons un document inclut dans la documentation que nous avons reçue. L’idée est que vous présentiez un nouveau document que vous allez faire circuler après la réunion ?

NOUVELLE-ZÉLANDE : Le document attrait à la délégation et redélégation et il va avec les autres documents qui ont déjà été présentés.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Donc il y aura davantage de documents. Dans les documents que vous avez reçus il y a le récapitulatif de la Nouvelle-Zélande qui parle de la redélégation et de la révocation. Ces documents ont été traduits dans les langues des Nations-Unis plus le portugais. Vous aurez donc cette documentation disponible dans votre langue. Il faudra donc se concentrer pour la préparation de la réunion de Londres. On espère donc pouvoir arriver à une conclusion sur ces points. Est-ce correct ?

NOUVELLE-ZÉLANDE : Oui. Voilà ce que je suggère pour l’avenir. Sachant que nous avons une date butoir je crois que durant cette réunion il ne sera pas possible de revoir ce qui a été fait mais je crois que oui, les membres du GAC

doivent prendre le temps de lire tout le contexte de ces documents afin de pouvoir faire des commentaires utiles. Et nous espérons bien pouvoir arriver à un accord sur le travail du groupe de travail.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci. Nous allons nous réunir avec les organisations de soutien des noms de code géographiques. Nous allons débattre sur le contenu du rapport car c'est le point clé de l'ordre du jour.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Oui. Je crois que nous pouvons jeter un œil au document. Les seuls commentaires que j'ai reçus viennent de l'Australie. Mais nous pouvons analyser le document pour voir si tout le monde se sent à l'aise avec. Et peut-être prendre le temps de parler de manière utile pour continuer à aller de l'avant.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci. Nous allons parler de la redélégation et de la révocation, en particulier lors de la réunion avec les ccNSO et vous avez tous le document inclut dans la documentation qui a été distribuée et qui a été préparée pour le GAC spécifiquement. La Suède demande la parole puis les États-Unis et le Danemark.

SUEDE : Merci Frank et Suzanne pour le travail réalisé et merci Peter pour vos commentaires. Je veux tout simplement demander, Frank, lorsque vous présenterez ce document, sera-t-il possible de nous dire quelles sont les questions qui créent des controverses ou sur lesquelles vous avez reçu



des commentaires ou qui ont fait l'objet de débat au sein du groupe de travail ? Je ne veux pas vous alourdir la tâche, je ne sais pas si cela sera simple pour vous.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Je pense que ce serait mieux que Peter se consacre au traitement de ces questions car sinon ce serait comme propre interprétation de son interprétation de l'interprétation du groupe de travail.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci de votre réponse à la question posée par la Suède.

Passons aux États-Unis.

ÉTATS-UNIS : Merci Frank pour cette session d'informations. Je veux collaborer et vous rappeler que lorsque l'on a commencé ce projet, la ccNSO et le groupe de travail sur le cadre d'interprétation ont clarifié que l'on allait traiter des questions chapitre par chapitre. Et nous faisons la même chose. Nous avons soumis des commentaires individuels. Et, corrigez-moi si je me trompe Frank mais je ne crois pas que le groupe de travail du FOI ait répondu à nos commentaires préalables. Pour moi ce n'est pas un problème. Je comprends qu'ils considèrent le GAC puisse aussi analyser toutes ces questions chapitre par chapitre et dès que tout sera analysé, nous allons pouvoir faire une révision générale de tout ce qui a été traité. Et alors, si j'ai bien compris, ce chapitre récent est aussi important que les autres chapitres et mérite notre attention. Il faudra nous concentrer sur cette question pour pouvoir finir les

recommandations de la ccNSO et les présenter au conseil d'administration.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci.

Voici donc une priorité pour nous avant la réunion de Londres et nous allons planifier nos activités là-dessus.

DANEMARK :

Merci Mme la Présidente, merci la Nouvelle-Zélande de votre présentation. Nous n'avons pas envoyé nos commentaires et je m'en excuse. Nous les avons préparés pour la session d'aujourd'hui. Mais je suis d'accord avec les commentaires formulés par l'Australie, c'est-à-dire nous concentrer sur les principes du GAC et les inclure dans les recommandations.

Je crois que cela vaut la peine de débattre avec la ccNSO de la manière dont nous allons continuer, comment nous allons vous faire parvenir ces documents et comment nous allons les présenter au conseil d'administration. Mais aussi, débattre sur la manière dont l'IANA devrait répondre à ces documents. Je ne sais pas si mes collègues sont d'accord avec moi sur le fait que nous pouvons présenter cette question à la ccNSO aujourd'hui.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci le Danemark. Nous allons débattre et analyser la question de fond sur la redélévation et la révocation et nous allons aussi clarifier le processus nécessaire pour conclure avec les apports et les perspectives

du GAC afin de pouvoir aborder le rapport qui sera formulé par la ccNSO et le GAC.

Y-a-t-il d'autres commentaires ou d'autres questions avant de continuer ?

Nous espérons avoir notre session avec la ccNSO. Je crois que nous avons déjà un panorama des questions à traiter avec eux.

Nous passons maintenant à la séance consacrée à la réunion de haut niveau. Est présente Sarah Taylor, collègue du Royaume-Uni, qui va nous faire une mise à jour de ce processus et sans doute il y aura des questions par rapport aux recommandations de l'équipe de révision de la responsabilité et la transparence. Dans ce cas, la deuxième équipe qui a suggéré une réunion de haut niveau pour augmenter la connaissance ou la prise de conscience des activités de ce comité au sein de l'ICANN et de l'importance du travail que nous faisons tous ici. Cette réunion est gentiment organisée par nos collègues du RU.

Royaume-Uni :

Merci à mes collègues du GAC de ma souhaiter la bienvenue. Mark Carvell doit nous observer même s'il n'est pas ici présent. Il sera probablement de retour lorsque nous serons à Londres. J'accueille avec plaisir cette occasion de vous consulter sur les réunions de haut niveau à Londres. Notre ministère est désireux d'accueillir la 2^e réunion de haut niveau. Il s'agit d'un moment vraiment opportun étant donné les derniers événements. Donc le 23 juin, le 1^{er} jour de la 50^e réunion de l'ICANN à Londres, après la cérémonie d'ouverture nous allons passer à la réunion gouvernementale de haut niveau. Nous allons probablement



commencer vers 11 h 00 du matin puis nous aurons un déjeuner et une réception. Voilà pour la logistique.

Nous voulons aborder deux questions stratégiques. En premier lieu nous allons traiter du rôle de l'ICANN dans l'évolution de l'Internet. Cela donnera à nos fonctionnaires et à la ministre l'occasion de réfléchir sur les résultats de la réunion de Sao Paulo. Assurément nous aurons vu des rapports à l'égard de cette question. Nous avons aussi du matériel du groupe de travail sur la coopération améliorée. Ce sera l'opportunité de faire un bilan au niveau gouvernemental et ministériel. Il n'y a rien de mieux que d'avoir des réunions personnelles des ministres et qu'ils puissent interagir en face à face avec les parties concernées. Je crois que ce serait une excellente occasion de le faire. Bien sûr, il y aura des représentants du conseil d'administration de l'ICANN qui parlerons de l'IANA directement avec les ministres et qui nous fourniront un tour d'horizon du travail qui a été fait.

Le 2^e point pour la réunion gouvernementale concerne l'amélioration du rôle des gouvernements dans le modèle de l'ICANN et la prochaine étape du GAC. Comme Heather l'a dit, nous voulons nous servir de cette occasion pour pouvoir contacter les gouvernements qui ne font pas encore partie du GAC. Nous devons les convaincre de la valeur de leur participation aussi et du travail avec nos ministres pour réfléchir sur les succès du GAC, qu'ils les reconnaissent et qu'ils voient la qualité du travail que nous faisons ici, les efforts que nous menons pour pouvoir contribuer au travail de l'ICANN.

Je voudrais maintenant écouter vos commentaires. Nous avons un peu de temps pour échanger des idées. Je serai ici dans les jours à venir,



malheureusement je devrais partir demain mais mon collègue Thomas s'est mis d'accord avec moi et a déclaré que l'on ferait une réunion jeudi pour continuer à planifier cet évènement.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup.

Est-ce qu'il y a des commentaires ou des questions de la part des collègues sur la réunion et les préparatifs à poser à notre représentante du RU ou à quelqu'un d'autre ?

ITALIE : Merci Mme la Présidente. Ce sera la 2^e réunion. Et je pense que nous allons aussi tenir compte de l'évaluation des résultats de la 1^e réunion pour que cette 2^e réunion soit meilleure et de façon à améliorer ces réunions au sein de l'ICANN.

Cette réunion sera une réunion ministérielle ou de haut niveau ? Parce que vous avez plusieurs fois mentionné les ministres. Le gouvernement du RU a-t-il l'intention de participer à l'organisation qui peut même inclure la voie diplomatique ou est-ce quelque chose qui est propre au GAC ? Et c'est une initiative des états ou des gouvernements de décider quel est le niveau approprié pour les représentants venant à ces réunions, qu'il s'agisse de ministres ou des fonctionnaires d'autres niveaux.

Voilà donc les questions que je voudrais poser. Et je voudrais également savoir si l'on a pensé à préparer l'ordre du jour pour la réunion car il se peut que pour faire participer les ministres il faudrait peut-être

organiser des réunions qui soient suffisamment intéressante pour que les gens participent.

ROYAUME-UNI :

Merci. Je vais essayer d'aborder toutes vos questions. Bien sûr nous avons toutes nos attentions d'apprendre de nos collègues qui ont déjà effectué des réunions de haut niveau. Nous avons parlé ce matin de la possibilité de nous baser sur cette expérience pour continuer à avoir des réunions réussies et pour améliorer le rôle du GAC et des gouvernements dans le processus de l'ICANN.

Est-ce que cela sera ministériel ? Oui, absolument. Et mon propre ministre, Ed Vaizey, sera chargé de communiquer par écrit sous peu au reste des ministres. Nous allons aussi répondre par voie diplomatique pour garantir la participation ministérielle. Quant à l'ordre du jour pour la réunion nous voulons bien sûr travailler à cet égard, nous voulons que les ministres y participent c'est une période très importante. Nous croyons et nous voulons que les ministres aient la sensation qu'ils disposent d'une information correcte, de bonne qualité sur le processus et qu'ils ont l'occasion de participer, de se mettre d'accord entre eux et d'interagir à propos des questions qui les concernent de manière directe.

Je suis d'accord avec vous en ce sens qu'il est très utile de réunir ou de grouper plusieurs réunions car le temps des ministres est vraiment très restreint et nous voulons en faire le meilleur usage.

Merci beaucoup.

à tous pour demander vos conseils, vos recommandations pour voir comment nous pouvons contacter correctement vos ministères. Nous avons une liste interne mais comme l'ambassadeur du Brésil l'a dit, il est difficile de s'assurer que la liste sera la liste appropriée. Donc nous apprécions vos conseils à cet égard.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup à ceux qui sont ici, qui représentent leur pays au sein du GAC.

ÉTATS-UNIS : Merci beaucoup.

Je veux souligner ce qui suit. Nous sommes très heureux d'apporter notre soutien à la réunion du GAC qui aura lieu en juin.

Comme beaucoup de collègues l'ont dit et nous sommes d'accord en ce sens que l'année 2014 est vraiment une année intense du point de vue des activités. Cette réunion est extrêmement utile après notre dernière réunion de haut niveau à Toronto. L'ICANN et le GAC ont consacré la plupart de l'année 2013 aux initiatives des nouveaux gTLD. Nous avons cette réunion NetMundial puis la réunion IGF organisée par la Turquie. C'est donc une année où l'activité est intense, nous voulons donc collaborer avec nos collègues.

Nous estimons que la réunion de haut niveau peut et doit renforcer la valeur de la participation gouvernementale au sein de l'ICANN. Aussi bien pour les gouvernements, mais j'espère aussi pour la communauté de l'ICANN en général. Je pense que nous sommes des partenaires qui

travaillons de manière constructive en collaboration au sein de cette communauté.

Le rôle du GAC au sein de l'ICANN a été soumis à l'examen pendant de nombreuses années. Les deux équipes de révision de la responsabilité et de la transparence soulignent l'importance de l'amélioration du rôle du GAC surtout en ce qui concerne une participation précoce du GAC dans les processus de politique de l'ICANN. Ce qui fait que nous nous voyons nous-mêmes comme la source des avis et des recommandations pour les questions de politique publique. Nous sommes vraiment très reconnaissants du progrès auquel nous sommes parvenus entre le GAC et la GNSO et nous avons beaucoup de thèmes dont nous devons nous occuper. Mais cette initiative est essentielle en ce qui concerne le travail, sur ces questions-là nous estimons qu'il s'agit d'un but partagé entre les collègues du GAC. Nous espérons que lorsque l'on travaillera sur la réunion de haut niveau de juin nous pourrons démontrer combien la charge de travail du GAC est complexe. Nous allons pouvoir le montrer aussi à nos gouvernements nationaux et aux différents gouvernements entre eux. Nous devons aussi encourager une meilleure évaluation des ressources dont nous avons besoin pour pouvoir travailler de manière efficace.

La réunion de haut niveau est donc une plateforme pour que les membres du GAC puissent confirmer au niveau gouvernemental le plus élevé l'importance de leur participation et l'engagement au sein du GAC et de l'ICANN.

Nous apprécions aussi la participation plus large dans le GAC aux membres qui ne le font pas encore. Bien sûr, je ne sais pas si vous étiez



dans la salle dimanche (inaudible). Nous avons abordé le thème du groupe de mise en œuvre des recommandations du GAC et du conseil d'administration. Ils vont continuer à travailler avec nous dans la mise en œuvre des recommandations de la ATRT1 et ATRT2. J'ai souligné ce qui suit, il se peut que le GAC ait demandé un soutien financier plus grand pour les déplacements, pour pouvoir participer aux réunions de haut niveau. Si nous allons avoir des ministres et des fonctionnaires de haut niveau il va falloir que nous donnions une aide pour leurs personnels. Bill Graham qui est responsable de ce groupe a suggéré, c'est le vice-président de ce groupe représentant le conseil d'administration, d'inclure ceci dans le communiqué. J'espère que nous n'aurons pas besoin de demander un soutien financier supplémentaire pour les voyages.

ROYAUME-UNI :

Merci. C'est le moment que nos gouvernements confirment que nous avons besoin pour votre travail. Je sais que nous avons besoin d'un grand effort et qu'il faut coordonner beaucoup de contributions. Nous parlons de multiples parties prenantes parce que c'est une organisation de ce type, il y a beaucoup de gouvernements beaucoup de ministères intéressés au débat qui sont menés à bien au sein du GAC. Il est donc très important d'avoir le soutien nécessaire pour que le GAC continue à se développer et à faire son travail de manière adéquate.

Si c'est la vision du GAC c'est-à-dire qu'il faut demander un soutien plus grand, nous allons bien sûr donner notre soutien à cette idée pour que nous ayons la plus grande participation possible à la réunion de haut



niveau et au GAC lui-même à Londres. Nous allons avoir du travail à faire au sein de l'ICANN 50 ainsi que dans la réunion de haut niveau.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup. Il y a à suivre le Canada, l'Iran, l'Indonésie, l'Égypte, La Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Allemagne, la Suisse et Trinité et Tobago. Et ensuite il va falloir fermer la liste des orateurs.

CANADA : Merci Mme la Présidente et merci Sarah de ta présence. Nous voulons féliciter le RU de cette initiative de maintenir cette réunion de haut niveau dans la réunion ICANN 50 à Londres. Et nous lui donnons notre soutien. Le vice-ministre de l'industrie du Canada, entend participer à cette réunion de haut niveau. Elle a présidé la réunion de haut niveau) Toronto. Quant à l'ordre du jour, de notre perspective, les résultats souhaitables seraient un renforcement de la fonction du GAC au sein de l'ICANN comme notre collègue des États-Unis l'a dit et à cet égard, je pense qu'il faudrait dans cette réunion de haut niveau, travailler dans le GAC de manière étroite dans le processus de préparation.

Nous remercions aussi des efforts qui ont été faits pour que cette réunion soit une réunion d'inclusion dans un endroit central du RU. Vous êtes en bonne position pour voir la participation des pays en développement et pour encourager un échange d'inclusion avec les gouvernements et la direction de l'ICANN. Nous croyons que cette réunion de haut niveau doit faciliter les échanges constructifs sur les progrès faits sur les principes d'Internet. Nous espérons donc que cette réunion de haut niveau sera très réussie.



IRAN :

Merci. Premièrement, une option que notre chère collègue du RU devrait considérer : sur la question du GAC Internet et sur le reste qui sera géré par différentes entités ou organismes dans plusieurs pays et non seulement par les ministres des communications, vous pourriez peut-être penser à la manière dont le Brésil gère les affaires pour NetMundial. Vous pouvez envoyer les communications par l'intermédiaire des ministres des affaires étrangères, ou à vos ambassades ou à l'organisme qui s'occupera de cela. Parfois ce n'est pas le niveau ministériel mais d'autre niveau. Voilà pourquoi je l'ai dit. Nous avons par exemple un conseil suprême en Iran, et il y a 8 ministres.

Je suggère aussi, si possible, lorsque vous parlez du renforcement du rôle du GAC, il faudrait peut-être renforcer la fonction des gouvernements et non du GAC. Car les gens continuent d'avoir des difficultés pour comprendre pourquoi nous continuons d'avoir un rôle consultatif. Je n'entre pas dans les détails, mais le rôle du gouvernement. Vous pouvez l'interpréter comme vous le souhaitez, une participation renforcée dans les activités de l'ICANN.

Une autre chose qui a été mentionnée, il peut y avoir aussi une révision sur le résultat de NetMundial. Je pense que c'est un thème intéressant au bout de deux mois ce serait une bonne occasion de voir quelle est la voie à suivre si bien sûr nous pouvons réussir à fixer une feuille de route à Sao Paulo et comment cela fonctionnerait. Je pense que ce serait suffisant pour résoudre cela. Si nous voulons que les gens au niveau ministériel assistent aux réunions, il faut que l'ordre du jour soit fini et prêt le plus tôt possible. Il y a de très nombreuses réunions pendant



l'année, il faut donc le faire dans les plus brefs délais pour que ce soit beaucoup plus intéressant. Je crois qu'il faudrait penser au résultat de cette réunion. Ce ne sera pas une réunion normale. Je ne sais pas s'il y aura une déclaration ou quelque chose. Il faut réfléchir à ce résultat-là. (Inaudible) la nature, l'importance de la réunion, établir la différence entre une réunion normale et cette réunion. Je ne sais pas ce qui s'est passé durant la réunion précédente mais je crois qu'il faut qu'il y ait une déclaration. Comme vous le savez la déclaration a une connotation juridique. C'est comme une coutume juridique. Ce n'est pas un traité ce n'est pas obligatoire mais cela a une nature semblable. Cela établit des obligations morales entre les peuples et je pense que cela pourrait aussi être soumis à considération.

INDONÉSIE :

Merci. J'apprécie l'excellente présentation et description de la représentante du RU. Si je ne me trompe pas, le RU a réussi il y a quelques années une réunion sur la sécurité informatique. Je crois qu'elle a été inaugurée par le premier ministre. Même le vice-président des USA avait parlé de l'importance de la sécurité dans la technologie de l'information. Le premier ministre britannique avait dit combien la sécurité était importante pour la technologie de l'information si l'on tient compte de la perspective de tous les pays pour développer la sécurité du cyber espace, il fallait en tenir compte et la considérer comme quelque chose de très important.

Par rapport à cette réunion, je crois que le RU a suffisamment d'expérience sur la manière d'aller de l'avant et de réaliser une réunion de sécurité informatique car dans votre ambassade du RU à Jakarta,



nous avons contacté directement notre ministre des affaires étrangères, nous avons expliqué de quoi il s'agissait et nous allons donc envoyer notre vice-ministre à cette réunion de Londres.

Je pense que l'on peut faire beaucoup de choses semblables pour cette réunion de haut niveau. Et je crois que l'ambassade britannique à Jakarta connaît plusieurs d'entre nous.

En plus, cette réunion est très importante car à Londres, comme au sein de l'ICANN, du GAC et comme l'a dit M. Fadi en sa qualité de Président, nous espérons qu'à Londres, après la consultation mondiale au Brésil, nous espérons que nous pourrions parvenir à certaines conclusions sur la manière dont les fonctions de l'IANA et tout ce qui la concerne peuvent être menées bien par les parties prenantes. J'espère que nous allons avoir certaines décisions à Londres, Il se peut, comme mon collègue iranien l'a dit, qu'il s'agisse d'une obligation morale pour décider si nous allons suivre cette voie ou pas des multiples parties prenantes avant qu'il y ait un transfert direct avant septembre 2015.

C'est pour cela que je pense que la réunion va être très importante et j'espère que le gouvernement du RU puisse faire les meilleurs efforts pour qu'elle soit réussie. Lorsqu'il y a eu cette réunion sur la sécurité informatique, le vice-président des USA a parlé et tout le monde a écouté ce qu'il avait dit et ce qu'avait dit le premier ministre.

Pour finir, pendant les deux derniers jours, M. Larry, le représentant américain de la NTIA, veuillez m'excuser il se peut que j'oublie ou que je prononce mal son nom, ainsi que Fadi, ont mentionné durant la cérémonie d'ouverture les exigences ou les demandes du gouvernement des USA pour le transfert de l'IANA vers les multiples



parties prenantes. Désormais nous écoutons les exigences de Larry et de Fadi pour ce faire, mais il me semble qu'il est très important que le gouvernement des USA puisse faire une présentation directe à ces représentants de haut niveau pendant la réunion de Londres pour qu'il explique comment il compte transférer ces fonctions de l'IANA. LE vice-président a parlé il y a quelques années de la sécurité informatique. Je sais que nous avons, tous les pays, une obligation morale d'écouter les multiples parties prenantes pour que les adresses IP soient correctement gérées. Comme l'a déclaré Fadi il faut qu'Internet soit sûr et stable. Merci beaucoup.

ÉGYPTE :

Merci. C'est bien de parler à la fin car la plupart des questions que j'avais ont été abordées. Je veux tout simplement dire qu'il faut inviter les gouvernements qui ne sont pas des membres actuels au sein du GAC et mettre l'accent sur l'importance d'envoyer les invitations dès que possible pour que tout le monde puisse s'organiser. Gardant à l'esprit la recommandation de l'ATRT2, je voudrais dire que le fait de prendre une position (inaudible) obligatoirement une action à entreprendre à la fin de la réunion. On pourra peut-être prendre la position pendant la réunion. Et comme mon collègue l'Iran l'a dit après le NEtMundial il va y avoir des ministres qui vont participer à la réunion et je suppose qu'ils vont revenir sur la question. Merci.

ROYAUME-UNI :

Je vais essayer de répondre au sentiment général. Merci beaucoup de vos idées et de vos suggestions. Je veux vous assurer que nous allons envoyer les invitations la semaine prochaine ou dans les 15 prochains



jours. Nous allons inviter les pays qui ne sont pas membres du GAC pour garantir une vaste participation. Vos suggestions ont été vraiment bonnes pour donner du soutien à nos invitations, ce que nous pouvons envoyer dans les ambassades dans vos pays respectifs.

NOUVELLE-ZÉLANDE :

Merci. Je rejoins mes collègues et remercie le RU d'avoir dirigé cette réunion très opportune.

Nous avons vu que le fait d'amener un ministre dans une réunion à l'autre bout du monde c'est quelque chose de difficile. Peu importe l'importance de la réunion, vous savez que depuis la Nouvelle-Zélande jusqu'à Heathrow nous avons 24 heures d'avion. C'est très long. Pour nous c'est impossible de justifier cela quand il s'agit d'une réunion d'une demi-journée. Je vous demande que l'invitation puisse arriver dès que possible et c'est très important d'avoir l'ordre du jour et qu'il soit clair. Comme le Paraguay l'a mentionné, il serait très utile d'organiser d'autres réunions qui pourraient attirer l'attention des ministres. L'ordre du jour devrait être convaincante pour que notre ministre puisse quitter Wellington et voler jusqu'à Londres.

ROYAUME-UNI :

Merci. Je comprends que c'est un très long voyage et le temps est précieux. Personnellement je sais qu'il n'y a rien de pire qu'un ministre ayant la sensation d'avoir perdu son temps. Nous allons donc nous engager à assurer un dialogue utile, important et il faudrait voir quelles sont les opportunités à part la réunion, de pouvoir parler, organiser

d'autres réunions supplémentaires et faciliter ainsi la possibilité du voyage.

JAPON :

En premier lieu je remercie le RU d'être le pays hôte de notre réunion.

J'aimerais mentionner autre chose qui a trait à l'invitation. Nous nous souvenons que lors de la réunion de haut niveau à Toronto, l'invitation a été faite à un membre du GAC. J'espère donc qu'à Londres les membres du GAC reçoivent également l'invitation, non seulement à travers le canal diplomatique, car si l'on utilise le canal diplomatique bien des fois il est compliqué pour nous de choisir le fonctionnaire de haut niveau qui sera présent comme pour le NetMundial. Nous avons donc besoin d'une certaine flexibilité.

L'autre question concerne l'interprétation. Nous aimerions avoir une cabine de japonais car nous pourrions payer les frais. Je vous demande de prendre en compte cette considération.

ALLEMAGNE :

Merci. De mon point de vue aussi, merci beaucoup au gouvernement du RU de cette initiative très opportune et je crois que ceci nous amènera à collaborer davantage. La gouvernance d'Internet est quelque chose d'important.

J'ai quelques questions relatives à l'organisation. L'une attrait au format pour voir si j'ai bien compris. Il y aura simplement un échange entre les ministres ou nous aussi nous allons avoir un échange entre les ministres,

entres les ministres et le conseil d'administration, la réunion va-t-elle être divisée en deux ?

La réunion sera-t-elle ouverte au public ?

ROYAUME-UNI :

Merci l'Allemagne. Nous espérons avoir l'occasion d'avoir le conseil d'administration ou des membres du conseil d'administration de l'ICANN pendant une période. Je ne sais pas si nous les aurons pendant toute la réunion car nous avons d'autres questions à traiter. Nous verrons plus tard comment nous organiserons cela mais il serait bien d'avoir des membres du conseil pour que les ministres puissent parler avec eux. Je ne sais pas vraiment si la réunion sera ouverte au public, j'y penserai mais j'accepte la collaboration des membres du GAC pour savoir si cela serait vraiment utile.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci. La Suisse puis la Chine.

SUISSE :

Merci, je serai bref. Je veux manifester notre soutien quant à l'idée d'avoir ce genre de réunion pour créer de la conscience sur l'ICANN, sur la gouvernance de l'Internet à haut niveau politique et nous proposons d'organiser un ordre du jour. Nous allons collaborer pour que cette initiative puisse avancer car c'est le moment de donner des informations plus concrètes.

vous remercie de votre temps. Maintenant nous avons une session d'information sur le WHOIS, je cède donc la parole au vice-président, le représentant de l'Australie qui va prendre à sa charge la coordination de cette session.

Je vous retrouverai cette après-midi à 14 h 00.

